



**Assemblée générale
Conseil économique et
social**

Distr.
GÉNÉRALE

A/49/179
E/1994/82
17 juin 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Quarante-neuvième session
Point 12 de la liste préliminaire*
RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
Session de fond de 1994
Point 6 m) de l'ordre du jour
provisoire**
QUESTIONS RELATIVES À L'ÉCONOMIE
ET À L'ENVIRONNEMENT : RAPPORTS
DES ORGANES SUBSIDIAIRES,
CONFÉRENCES ET QUESTIONS
CONNEXES : CHARTE DES DROITS ET
DEVOIRS ÉCONOMIQUES DES ÉTATS

Application de la Charte des droits et devoirs
économiques des États

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1 - 2	3
II. GÉNÉRALITÉS	3 - 7	3
A. Informations relatives à la législation . .	3 - 4	3
B. Examens antérieurs	5 - 7	3
III. EXAMEN DE L'ÉTAT D'APPLICATION DE LA CHARTE DES DROITS ET DEVOIRS ÉCONOMIQUES DES ÉTATS	8 - 69	4
A. Considérations générales	8 - 12	4
B. Établissement de relations internationales rationnelles et équitables	13 - 27	5

* A/49/50/Rev.1.

** E/1994/100.

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
C. Flux de ressources vers les pays en développement	28 - 41	9
D. Besoins de groupes de pays particuliers et d'activités sectorielles spécifiques	42 - 51	13
E. Développement progressif des principes et normes du droit international relatifs aux relations économiques internationales . . .	52 - 61	15
F. Désarmement et développement	62 - 64	18
G. Élimination du colonialisme, de l'apartheid et de la discrimination raciale	65 - 69	19
IV. CONCLUSIONS	70 - 75	20
<u>Annexe.</u> Résumé des réponses des États Membres		24

I. INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 44/170 du 19 décembre 1989, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-neuvième session un rapport analytique sur les progrès réalisés en conformité avec la Charte des droits et devoirs économiques des États et sur leur contribution à la solution des principaux problèmes économiques des pays en développement et à la relance de la croissance économique et du développement dans ces pays.

2. Pour lui permettre d'élaborer le rapport, le Secrétaire général a demandé à tous les États Membres de lui fournir des informations concernant les dispositions juridiques et réglementations économiques ainsi que les programmes nationaux adoptés pour appliquer les dispositions de la Charte des droits et devoirs économiques des États.

II. GÉNÉRALITÉS

A. Informations relatives à la législation

3. La Charte des droits et devoirs économiques des États adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 3281 (XXIX), du 12 décembre 1974, stipule à l'article 34 que l'Assemblée générale procédera tous les cinq ans à un examen systématique et complet de l'application de la Charte.

4. L'objet de cet examen est d'examiner les progrès réalisés et les améliorations nécessaires en tenant compte de l'évolution de tous les facteurs économiques, sociaux, juridiques et autres liés aux principes sur lesquels est fondée la Charte. Dans sa résolution 44/170, l'Assemblée générale, se référant à l'examen le plus récent de l'application de la Charte, a demandé à tous les États Membres de prendre des mesures concrètes pour appliquer les dispositions de la Charte et réaffirmé que chaque pays a le droit d'adopter sans ingérence extérieure le système économique et social qu'il juge le plus approprié à son propre développement. L'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-neuvième session un rapport analytique sur les progrès réalisés en conformité avec la Charte des droits et devoirs économiques des États.

B. Examens antérieurs

5. Depuis l'adoption de la Charte en 1974, l'Assemblée a procédé à plusieurs examens de son application, en se fondant sur des rapports du Secrétaire général. À sa trente-neuvième session, à l'occasion du dixième anniversaire de l'adoption de la Charte, l'Assemblée a procédé à un examen détaillé de son application. Le Secrétaire général avait présenté un rapport (A/39/332 et Add.1) pour aider l'Assemblée dans cet examen.

6. À la suite de l'examen de la question à sa trente-neuvième session, l'Assemblée a créé un Comité spécial plénier chargé d'examiner l'application de la Charte des droits et devoirs économiques des États. Le Comité spécial a présenté son rapport à l'Assemblée générale à sa quarantième session en 1985¹. Le rapport ne contenait pas de conclusions ayant recueilli l'accord général.

7. Le Secrétaire général a présenté un autre rapport relatif à l'examen de l'application de la Charte des droits et devoirs économiques des États à l'Assemblée générale à la quarante-quatrième session (A/44/266-E/1989/65 et Add.1 et 2), y déclarant ce qui suit :

"La conclusion du présent rapport, ainsi que des deux rapports précédents du Secrétaire général, est que la Charte est loin d'être appliquée. Toutefois, si on compare la situation actuelle à celle décrite il y a quatre ans, lors du dernier examen de son application, il y a matière à se montrer raisonnablement optimiste.

D'une part, on a observé une tendance à appliquer plus largement certains articles de la Charte. D'autre part le relâchement des tensions internationales a créé un climat qui permet de prévoir de nouveaux progrès. Plus précisément, les pays manifestent un regain d'intérêt pour les approches multilatérales et reconnaissent enfin, bien que tardivement, l'utilité et le caractère indispensable de l'Organisation des Nations Unies." (A/44/266-E/1989/65, par. 33 et 34)

III. EXAMEN DE L'ÉTAT D'APPLICATION DE LA CHARTE DES DROITS ET DEVOIRS ÉCONOMIQUES DES ÉTATS

A. Considérations générales

8. Le but essentiel de la Charte est de codifier certains principes de nature à favoriser la réalisation d'objectifs communs. De par sa nature même, il est difficile de définir, et encore plus de mesurer avec précision, l'application de la Charte. Nombre d'articles de la Charte définissent des objectifs généraux. De ce fait, inévitablement, on ne peut en évaluer le degré d'application qu'en termes généraux. De même, on ne lui enlèvera rien de son importance en déclarant que, si elle était rédigée aujourd'hui, certaines de ses dispositions seraient très certainement quelque peu différentes. Son importance ne réside pas tant dans la formulation de ses dispositions que dans son but et sa conception globale. C'est la raison pour laquelle on peut dire que les rédacteurs de la Charte ont fait preuve de beaucoup de clairvoyance. Pour assurer le bon fonctionnement d'une économie mondiale de plus en plus interdépendante et intégrée, il faut des normes et principes généralement acceptés.

9. La Charte cherche à établir des principes et normes généralement acceptés qui régissent les relations économiques internationales. Ces principes et normes reposent sur l'équité, la souveraineté, l'égalité et l'interdépendance, la communauté d'intérêts et la coopération entre tous les États, quels que soient leurs systèmes économiques et sociaux. La Charte a des objectifs extrêmement ambitieux et ses effets pourraient être très étendus.

10. La Charte entre dans le cadre d'une initiative lancée par les pays en développement en vue de restructurer les relations économiques internationales sur la base de règles et principes convenus. Comme il a été noté dans un rapport sur les aspects juridiques des relations économiques internationales établi à l'intention de l'Assemblée générale en 1984 (A/39/504/Add.1), les mesures ont un contenu économique ou juridique (comme le programme intégré pour

les produits de base, le système généralisé de préférences, la fixation d'objectifs à l'aide publique, le code de conduite des sociétés transnationales et le transfert de technologie) ou un caractère politico-juridique visant à renforcer le poids des pays peu développés dans le système économique international, comme la réaffirmation et la promotion du principe de la souveraineté permanente sur les richesses et les ressources naturelles et le droit de procéder pleinement et effectivement à l'élaboration des décisions économiques sur le plan international, etc.

11. Certains des principes et normes juridiques de la Charte comme l'orientation donnée aux bases juridiques du nouveau système économique international en ont fait un sujet de controverse. La Charte a été adoptée après un long débat, mais le résultat du vote a montré que les États Membres restaient divisés sur la question. Comme l'indiquent les examens précédents, elle continue de soulever des controverses, même si une grande partie de ses dispositions sont généralement acceptées et ne soulèvent pas de contestation particulière. Ce sont surtout les articles de la Charte qui cherchent à instaurer des principes juridiques novateurs qui soulèvent et continuent de soulever des controverses.

12. L'élaboration de règles et de principes adoptés aux circonstances actuelles est un processus long et ardu. C'est habituellement une opération qui se réalise petit à petit, donc un processus cumulatif, au cours duquel de nouvelles dispositions se dégagent de la pratique, des précédents, des négociations et des déclarations qui sont fréquemment consacrés dans des instruments ayant un caractère juridique ambigu, dans la mesure où ils ne confèrent pas par eux-mêmes force de loi aux dispositions qu'ils énoncent. La création de normes et de principes généralement acceptés est par sa nature même un processus progressif dans lequel l'Organisation des Nations Unies joue un rôle important.

B. Établissement de relations internationales rationnelles et équitables

13. Le cadre multilatéral qu'offre le système des Nations Unies permet d'appliquer progressivement et d'adapter les normes et principes de base énoncés dans la Charte. À son article 17, la Charte précise que la coopération internationale en vue du développement est l'objectif que visent tous les États et leur devoir commun. Ces dernières années, on a assisté à l'adoption d'importants instruments relatifs à la coopération économique internationale : la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement; la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement; le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90; l'Engagement de Carthagène, la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement et Action 21, ainsi que l'élaboration prévue d'un nouvel Agenda pour le développement, viennent amplement illustrer cette tendance. Dans de nombreux domaines faisant l'objet de ces documents, où il n'a pas été possible dans le passé de parvenir à un accord, on commence à s'accorder sur la nature des problèmes et sur le type d'action internationale qui convient le mieux pour les résoudre.

14. La Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, a été adoptée par consensus à la dix-huitième session extraordinaire de l'Assemblée générale, le 1er mai 1990 (résolution S-18/3, annexe). L'Assemblée a défini les tâches et les possibilités que présentent les années 90 et accepté de prendre des engagements et d'adopter des politiques en matière de coopération internationale pour le développement afin de relancer la croissance économique et le développement dans les pays en développement. Elle a reconnu dans la Déclaration qu'il était certes indispensable de mettre en oeuvre des politiques économiques nationales judicieuses, mais qu'il fallait pour cela un environnement économique international propice.

15. La Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement (résolution 45/199, annexe), que l'Assemblée générale a adoptée le 21 décembre 1990, vient compléter la Déclaration. Elle a essentiellement pour objectif une dynamisation de la croissance économique dans les pays en développement; un processus de développement adapté aux besoins sociaux : l'atténuation de la pauvreté et la valorisation des ressources humaines; l'amélioration des systèmes commerciaux, monétaires et financiers internationaux pour étayer le processus de développement; et un renforcement marqué de la coopération internationale pour le développement. Elle définit les politiques nécessaires à la réalisation des objectifs fixés dans des domaines comme les orientations de la politique économique, la dette extérieure, le financement du développement, le commerce international et les produits de base, les politiques industrielles et agricoles et la science et la technologie. Elle précise également les aspects prioritaires du développement, par exemple l'élimination de la pauvreté, la valorisation des ressources humaines et le développement des institutions, ainsi que la population et l'environnement.

16. On contribuera à coup sûr à l'application des normes de base consacrées dans la Charte des droits et devoirs économiques des États en réalisant les engagements et en mettant en oeuvre les politiques convenues et précisées dans la Déclaration et la Stratégie internationale du développement. Il faudra s'efforcer sans relâche de surmonter les obstacles à une coopération efficace en matière de développement comme l'indique le Secrétaire général dans les rapports intérimaires les plus récents sur l'état de l'application de la Déclaration et de la Stratégie (A/47/397 et A/47/270-E/1992/74).

17. La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue à Rio de Janeiro (Brésil) en juin 1992 a élaboré des stratégies d'intégration qui visent à arrêter et à inverser l'incidence négative des activités humaines sur l'environnement physique et à promouvoir un développement économique écologiquement durable dans tous les pays. La Conférence a notamment parachevé et adopté les accords suivants : le programme Action 21 (programme d'action pour un développement durable), la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement; et la Déclaration de principes, non juridiquement contraignants mais faisant autorité, pour un consensus mondial sur la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts². L'application de ces accords contribuera à la réalisation de plusieurs objectifs de la Charte des droits et devoirs économiques des États, en particulier celui qui vise à "contribuer à la création de conditions propres à ... protéger, conserver et valoriser l'environnement".

18. En application de la résolution 47/191 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1992, le Conseil économique et social a créé la Commission du développement durable et l'a chargée de surveiller l'application d'Action 21 et des accords connexes. Il a adopté un programme de travail pluriannuel pour examiner les 40 chapitres d'Action 21 et l'application de l'ensemble de ce programme en 1997. Il a également créé un Conseil consultatif de haut niveau sur le développement durable. Pour que la coordination du programme soit efficace au sein du système des Nations Unies, on a créé un Comité interorganisations du développement durable.

19. Au nombre des instruments connexes figurent la Convention-cadre de 1992 concernant les changements climatiques, la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières des déchets dangereux et de leur élimination, les négociations avancées sur le projet de convention internationale relative à la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse ou la désertification, en particulier en Afrique, qui doit être signé en juin 1994.

20. Pris ensemble, ces instruments démontrent et renforcent le souhait de la communauté internationale d'utiliser l'approche multilatérale pour résoudre les problèmes écologiques mondiaux et régionaux. En ce qui concerne la Charte, ils reconnaissent implicitement l'article 7 et contribuent à l'application de l'article 11, prennent en considération les articles 24 et 25 et constituent un pas important dans l'application de l'article 30.

21. Depuis de nombreuses années, l'Afrique est en proie à une crise économique ayant de graves conséquences politiques, sociales et écologiques. Cette crise a suscité une action internationale dans le cadre du système des Nations Unies, qui vise à établir des relations économiques internationales plus équitables. L'Assemblée générale a adopté en juin 1986 (résolution S-13/2, annexe) un programme quinquennal : le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990. L'Organisation des Nations Unies a fait du redressement économique et du développement de l'Afrique une activité prioritaire. L'Assemblée générale a adopté à cet égard, à l'issue de l'examen et de l'évaluation finals de l'exécution du Programme d'action entrepris en septembre 1991, le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (résolution 46/151, annexe, sect. II). Elle y concrétise les responsabilités et les engagements, qui se renforcent mutuellement, assumés par l'Afrique et par la communauté internationale, aux fins d'encourager la reprise économique et le développement du continent.

22. Le système des Nations Unies jouera un rôle majeur dans l'application du nouvel Ordre du jour. On a demandé à ses divers organismes et institutions spécialisées de concevoir pour l'Afrique des programmes spécifiques qui soient conformes aux dispositions du nouvel Ordre du jour et consacrent suffisamment de ressources à leur application. On a établi dans le nouvel Ordre du jour un mécanisme de suivi, de contrôle et d'évaluation et prévu un examen et une évaluation, à mi-parcours et à la fin de l'application, en 1996 et 2000 respectivement.

23. L'évolution récente du système commercial mondial vient prouver également qu'on s'efforce de réformer le système économique international, compte tenu de l'interdépendance croissante de l'économie mondiale. La conclusion des négociations d'Uruguay est le fait nouveau le plus important qui se soit produit récemment. La conclusion de ces négociations constitue un important succès dans la coordination de la politique multilatérale. Les accords auxquels on est parvenu dans le cadre de ces négociations ont pour but de renforcer un système commercial multilatéral ouvert et non discriminatoire qui permette à tous les pays d'améliorer le niveau de vie de leur population en soutenant le développement économique. Selon les estimations du secrétariat du GATT, à la suite de la libéralisation des échanges, le volume des échanges mondiaux de marchandises pourrait être d'environ 12 % supérieur en l'an 2005 à ce qu'il aurait été autrement³. L'accroissement le plus important devrait concerner les vêtements, les textiles, l'agriculture, les produits forestiers, ceux de la pêche, les produits alimentaires traités et les boissons, secteurs qui intéressent les exportations de nombre de pays en développement.

24. La Charte des droits et devoirs économiques des États insiste sur le fait qu'il importe, pour les pays en développement, de tirer des recettes suffisantes et stables de l'exportation de leurs produits de base. Malheureusement, les arrangements internationaux, tels que les accords sur les produits de base, se sont révélés dans une large mesure incapables d'empêcher une très forte baisse des cours des produits de base pendant les 10 dernières années, ce qui a eu pour effet une perte sensible de revenus réels pour nombre de pays en développement. Les prix des produits autres que les combustibles ont diminué en valeur réelle d'environ 50 % pendant la période 1980-1993.

25. Dans l'Engagement de Carthagène⁴, adopté par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à sa huitième session, les gouvernements ont demandé aux producteurs et consommateurs des différents produits de base d'étudier les moyens de renforcer et d'améliorer la coopération en vue de contribuer à la solution des problèmes dans le domaine des produits de base, compte tenu des caractéristiques et de la situation particulière de chacun de ces produits.

26. Il est néanmoins manifeste que la solution des problèmes des producteurs de produits de base se trouve à long terme dans la diversification. La communauté internationale se doit d'appuyer les efforts déployés par les pays en développement en ce sens, en particulier en abolissant les barrières aux exportations de ces pays.

27. Les articles 18 et 19 portent sur le système des préférences tarifaires généralisées sans réciprocité ni discrimination en faveur des pays en développement et l'octroi d'un traitement spécial dans les domaines de la coopération économique internationale lorsque cela est possible. Pendant la période considérée, la huitième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et les discussions qui l'ont suivie ont permis d'établir de nouvelles directives pour élaborer dans l'avenir le système généralisé de préférences (SGP). Aux paragraphes 134 à 140 de l'Engagement de Carthagène, la Conférence a proposé d'apporter un certain nombre d'améliorations au SGP : appliquer le schéma à une plus large gamme de produits; réduire les limitations et restrictions en matière d'importations préférentielles;

simplifier et harmoniser les règles d'origine; réduire ou supprimer les mesures non tarifaires sur les avantages découlant du SGP; appliquer les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés convenues dans le Programme d'action de Paris en faveur des pays les moins avancés; et, du fait de l'abaissement des taux appliqués à la nation la plus favorisée à la suite des négociations d'Uruguay, accroître les marges préférentielles et le régime d'admission en franchise. Le SGP s'est révélé être un important instrument de coopération internationale pour le développement. En 1992, le montant des importations préférentielles dans le cadre de tous les schémas du SGP s'élevaient à environ 80 milliards de dollars.

C. Flux de ressources vers les pays en développement

28. Les articles 10, 17 et 22 de la Charte des droits et devoirs économiques des États ont trait aux questions monétaires et financières et, notamment, au processus de prise de décisions et aux flux financiers.

29. Les modes de prise de décisions sur les questions monétaires et financières internationales sont pour l'essentiel restés inchangés au cours des dernières années. C'est toujours au sein du Fonds monétaire international (FMI), devenu pratiquement universel depuis le dernier examen de l'application de la Charte, que sont prises les décisions officielles sur les questions monétaires internationales, et ce, dans le cadre d'un système fondé sur la pondération des voix. La plupart des activités financières internationales sont le fait du secteur privé. Le fonctionnement des marchés financiers internationaux et les sources de financement du secteur public sont examinés régulièrement par le FMI, la Banque mondiale et leur organe ministériel consultatif commun sur les transferts réels de ressources, le Comité du développement, ainsi qu'au sein de l'ONU par l'Assemblée générale, le Conseil économique et social, le Conseil du commerce et du développement et leurs organes subsidiaires et par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour ce qui est de la politique suivie par les pays membres de cet organisme en matière d'aide publique au développement.

30. Les principaux pays développés n'ont pas suffisamment coordonné leurs politiques macro-économiques. Or, ces politiques ont généralement d'amples répercussions sur les pays en développement, quel que soit le biais par lequel elles opèrent : volume de la demande mondiale et, du fait de son influence déterminante à cet égard, cours des produits de base; degré des pressions protectionnistes, taux d'intérêt applicable aux nouveaux emprunts et à l'encours de la dette; structure et fluctuations des taux de change. Il est généralement admis qu'on aurait pu atténuer sensiblement le déséquilibre mondial, et ses coûteuses incidences pour les pays en développement, si l'on avait renforcé la coopération monétaire et financière internationale et qu'on l'avait orientée de manière à améliorer l'environnement dans lequel s'exercent les efforts de développement et de transition vers un autre type d'économie.

31. Tous les États étant juridiquement égaux, ils devraient en tant que membres égaux de la communauté internationale avoir le droit de participer pleinement et effectivement à l'adoption, au niveau international, de décisions visant à résoudre les problèmes économiques, financiers et monétaires du monde, notamment par l'intermédiaire des organisations internationales appropriées, conformément

aux règlements présents et à venir, et d'avoir part, de manière équitable, aux avantages qui en découlent.

32. La coopération internationale pour le développement est l'objectif que visent tous les États et leur devoir commun. Il convient donc d'appuyer les efforts faits par les pays en développement et par les économies en transition pour accélérer leur développement économique et social en créant un environnement approprié et viable et en leur apportant un concours actif adapté à leurs besoins et à leurs objectifs de développement. Sur le plan financier, cette assistance suppose un apport direct de ressources financières et l'adoption de mesures de nature à encourager les flux de ressources privées.

33. Durant la période qui s'est écoulée depuis le dernier examen de l'application de la Charte, on a assisté à un renversement spectaculaire des transferts globaux de ressources vers les pays en développement, bien que ceux connaissant les plus graves difficultés économiques n'en aient, pour la plupart, pas bénéficié⁵. En 1989, les pays en développement, pris ensemble, ont exporté pour 28 milliards de dollars de plus de biens et de services vers les autres pays qu'ils n'en ont importés, l'excédent servant à défrayer les paiements nets à l'étranger. Ce sont ces sorties nettes de fonds qui constituent le transfert net de ressources. En 1990, les pays en développement ont transféré 31 milliards de dollars à l'étranger; l'année suivante, la balance commerciale a toutefois changé de sens et ils ont commencé à enregistrer un excédent par rapport au montant des importations. Cet excédent a été financé par un transfert net de ressources d'un montant de 33 milliards, de 44 milliards et de 54 milliards de dollars en 1991, 1992 et 1993, respectivement.

34. En Afrique, les transferts nets, qui consistaient en rentrées de moins de 1 milliard de dollars en 1989, se sont transformés en une modique sortie de fonds au cours de chacune des années suivantes. Du fait de la présence en Afrique de plusieurs gros exportateurs de pétrole et des amples fluctuations que les cours de ce produit ont connues depuis 1989, les données pour l'ensemble du continent ne rendent pas compte de la situation de la majorité des pays africains. En Afrique subsaharienne, Nigéria et Afrique du Sud non compris⁶, les transferts nets ont fluctué au cours des cinq années écoulées depuis le dernier examen de la Charte, et sont passés de moins de 6 milliards en 1989 à près de 10 milliards en 1992 pour tomber à moins de 9 milliards en 1993.

35. Les flux privés sont, parmi les composantes financières des transferts nets vers les pays en développement, celles dont la structure s'est le plus profondément modifiée⁷. Les investissements directs et les prêts étrangers, sous la forme essentiellement d'émissions internationales d'obligations, ont augmenté sensiblement. On a en outre enregistré un soudain gonflement des prises de participations étrangères dans les entreprises des pays en développement, notamment en 1993, et un volume considérable d'achats d'instruments financiers à court terme, en raison des taux relativement élevés d'intérêt pratiqués par ces pays et de la confiance croissante des investisseurs étrangers dans leurs économies. Les pays africains n'ont pas bénéficié de l'accroissement de ces flux et les ressources publiques dont ils sont lourdement tributaires ont à peine augmenté durant cette période, sauf en 1990 lorsque le volume des dons a grossi temporairement à l'occasion des efforts faits par la communauté internationale pour repousser l'invasion iraquienne du Koweït. Ce

phénomène est dans une large mesure l'expression de la situation difficile que connaît l'aide publique au développement.

36. Le volume de l'aide fournie par les pays donateurs est resté sensiblement en retrait par rapport aux objectifs fixés au plan national. Au cours des années 80, l'aide publique au développement, exprimée en pourcentage du PNB de l'ensemble des membres du Comité d'aide au développement (CAD), s'est établie à 0,34 %; elle est descendue légèrement, à 0,33 %, en 1991 et 1992. Ce niveau est manifestement inférieur à l'objectif de 0,7 % fixé par l'ONU, encore que certains pays (le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède) l'aient dépassé régulièrement et que d'autres (la Finlande et la France) s'en approchent. En outre, bien que les programmes d'aide aux économies en transition aient dû être considérablement réduits, les programmes de coopération des pays arabes, et notamment ceux du Koweït, de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis, avec d'autres pays en développement sont demeurés fort appréciables. Les graves restrictions budgétaires que connaissent les pays donateurs limitent sérieusement les chances que l'on a de les voir augmenter sensiblement leur aide publique au développement.

37. À la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, en 1990, les donateurs se sont engagés à augmenter très sensiblement les flux de ressources à destination de ces pays afin d'atteindre le niveau de 0,15 % du PNB fixé à leur égard en matière d'APD, ainsi que l'objectif nouveau de 0,20 %. En 1992 toutefois, le pourcentage de l'aide publique au développement fournie par l'ensemble des membres du CAD aux pays les moins avancés est resté de 0,09 %.

38. La dette extérieure supportée par de nombreux pays en développement et par plusieurs économies en transition a sérieusement entravé leur croissance économique et leurs efforts d'ajustement et a fermé à la plupart d'entre eux l'accès à des sources nouvelles de fonds étrangers. Les pays où le service de la dette pesait trop lourdement sur l'économie et en excédait les possibilités ont connu des crises de paiement et ont vu s'accumuler des arriérés. La communauté internationale a fait face à cette situation en modifiant progressivement sa stratégie lorsqu'il est apparu qu'il fallait réduire davantage la charge et le service de la dette. Bien que des progrès considérables aient été accomplis en ce sens, il reste encore beaucoup à faire, notamment en ce qui concerne la dette de maints pays africains.

39. Au cours de la période à l'étude, le "plan Brady", introduit en 1989, est devenu la méthode usuelle de restructuration des dettes à l'égard des banques commerciales. Jusqu'alors, on se bornait essentiellement à différer les obligations contractées au titre du service de la dette au moyen d'accords de rééchelonnement dans le cadre desquels les banques consentaient également de nouveaux prêts "concertés" pour faciliter le règlement des arriérés. Cette nouvelle approche, qui visait à mettre un terme au cycle des rééchelonnements, comportait une gamme d'options permettant aux banques d'échanger la majeure partie de leurs créances avec une décote par rapport à leur valeur actualisée, tout en prévoyant des mécanismes de réduction des risques financés en partie par de nouveaux prêts multilatéraux. À la mi-1994, 10 pays avaient restructuré leur dette à l'égard des banques commerciales, ou étaient parvenus à un accord préliminaire à cet effet, en recourant à la méthode Brady, bien que l'accord le

plus important, celui conclu par le Brésil en 1994, ait été passé sans le soutien en bonne et due forme d'organismes publics étrangers. Ces restructurations et rachats de dette, effectués en utilisant pour partie les dons de gouvernements étrangers, se sont en général soldés par de modestes réductions de l'encours net de la dette. Leur intérêt semble toutefois tenir essentiellement au fait qu'ils fournissent un cadre structuré pour le règlement des créances. Jointe aux progrès sensibles des efforts d'ajustement interne de la plupart des pays, la solution ainsi apportée au problème de la dette commerciale a amélioré sensiblement l'appréciation que les investisseurs ont de la solvabilité des pays débiteurs.

40. La majeure partie des dettes contractées à l'égard de gouvernements étrangers est restructurée au sein du Club de Paris, organe officieux des créanciers publics qui se réunit au Ministère français des finances. Jusqu'en décembre 1991, il n'existait pratiquement pas d'autres moyens d'aménager le service de la dette contractée à des conditions commerciales que de rééchelonner les paiements dus, encore que les délais aient été allongés au fil des années. Les intérêts continuaient à être calculés sur la totalité des soldes dus. La nouvelle formule, dite "conditions améliorées de Toronto", a permis de réduire de moitié la valeur actualisée du service de la dette durant une période déterminée, dite "période de consolidations". Le Club de Paris est également convenu d'examiner à l'avenir la possibilité de réduire l'encours de la dette. Ces facilités n'ont été accordées qu'aux pays en développement à très faible revenu entreprenant de rigoureux programmes d'ajustement, et cela un an après l'octroi de conditions exceptionnelles d'allègement à deux pays à revenu moyen en considération de circonstances politiques inhabituelles. En 1993 et 1994, le Club de Paris a commencé à faire montre de plus de souplesse en matière de restructuration de la dette pour tenir compte du fait que ses conditions avaient, dans plusieurs cas, été considérées comme encore trop dures et comme faisant supporter à quelques pays un fardeau insoutenable. Bien que certains gouvernements aient unilatéralement offert des conditions meilleures, et dans certains cas annulé une partie de la dette, l'absence de consensus, qui a empêché le Club de Paris d'améliorer davantage le régime établi par lui, est, de l'avis général, une des composantes de la stratégie internationale de la dette qui restent à mettre au point.

41. La dette contractée à l'égard des institutions multilatérales constitue le troisième grand volet de la dette extérieure des pays en développement. Les obligations à l'égard de ces institutions ne sont jamais restructurées, bien qu'en 1989 la Banque mondiale ait créé un mécanisme spécial, dit "la cinquième dimension de l'Association internationale de développement", qui permet à certains pays de refinancer le service des dettes contractées à des conditions commerciales sur une base concessionnelle⁸. Il n'en reste pas moins que quelques pays se sont aperçus qu'ils ne pouvaient pas toujours assurer entièrement le service de leur dette multilatérale. Les arriérés les plus importants sont ceux dus au FMI et ce sont peut-être ceux qui pèsent le plus sur les pays car ils les empêchent de conclure avec le Fonds des accords d'ajustement soutenus par la communauté internationale. Aussi le FMI a-t-il lancé en 1990 une "stratégie de collaboration renforcée" pour aider les pays à épouger leurs arriérés et, grâce à une assistance financière bilatérale et à la mise en oeuvre de vigoureux programmes d'ajustement par les pays débiteurs, la situation de sept d'entre eux a été régularisée. En dépit de ce rétablissement,

à la fin de janvier 1994, 10 pays avaient 3,8 milliards de dollars d'arriérés au Fonds. Outre ces pays, il en est d'autres que seules des injections constantes de fonds par les institutions multilatérales et les gouvernements empêchent d'accumuler des arriérés à l'égard des institutions. L'encours de la dette de certains de ces pays étant assez conséquent, il est douteux que le problème puisse être résolu dans tous les cas par une restructuration de la dette si on ignore celle contractée à l'égard des institutions multilatérales⁹. Résoudre ce problème tout en continuant à accorder aux institutions multilatérales leur statut de créancier de premier rang est un des autres aspects de la stratégie internationale de la dette qui restent à régler.

D. Besoins de groupes de pays particuliers
et d'activités sectorielles spécifiques

42. La deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, tenue à Paris en 1990, a adopté à l'unanimité le Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés¹⁰. Ce programme expose en détail les stratégies et les politiques visant à relancer la croissance et le développement des PMA, fondées sur les principes du partage des responsabilités et du renforcement des relations entre les PMA et leurs partenaires pour le développement. Il définit un cadre général qui se subdivise comme suit : cadre macro-économique; commerce extérieur; et renforcement de la coopération économique et technique entre les PMA et les autres pays en développement. S'agissant des politiques et des mesures sectorielles, le Programme d'action préconise des initiatives concertées dans deux grands domaines : la mobilisation et la mise en valeur des capacités humaines dans les pays les moins avancés et le développement, notamment l'expansion et la modernisation, de la base économique. Un aspect majeur du Programme est qu'il reconnaît que le développement doit être axé sur l'amélioration des conditions de vie, s'appuyer sur une base large et prendre en compte les préoccupations à long terme. Le Programme d'action prévoit un mécanisme de suivi intergouvernemental.

43. Comme d'autres programmes des Nations Unies, le Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés contient des dispositions spécifiques visant à remédier aux problèmes des pays sans littoral. Les mesures envisagées concernent, entre autres, le droit d'accès de ces pays à la mer et la liberté de transit, la nécessité de renforcer la coopération pour résoudre leurs problèmes de transit et la nécessité de leur apporter une assistance financière et technique pour qu'ils puissent construire, entretenir et améliorer les installations servant au transport en transit.

44. Afin de répondre aux besoins de groupes de pays particuliers (voir l'article 25 de la Charte), le Comité de la planification du développement a révisé les critères d'identification des pays les moins avancés et recommandé de modifier en conséquence la liste de ces pays. L'Assemblée générale a pris acte de ces recommandations en adoptant la résolution 46/206 le 20 décembre 1991. Le processus comporte désormais un examen triennal et prévoit l'application de divers critères pour l'inscription de pays sur la liste des PMA et leur retrait de cette catégorie.

45. Au sujet des problèmes particuliers aux pays insulaires en développement et du suivi de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le

développement, la Conférence mondiale sur le développement durable des petits pays insulaires en développement a eu lieu à la Barbade du 25 avril au 6 mai 1994. Elle s'est conclue par l'adoption du Programme d'action pour le développement durable des petits pays insulaires en développement et de la Déclaration de la Barbade. Le Programme d'action, qui est l'aboutissement essentiel de la Conférence, est fondé sur la reconnaissance explicite des caractéristiques particulières aux petits pays insulaires en développement, notamment leur fragilité et leur extrême vulnérabilité aux catastrophes naturelles et aux chocs économiques internationaux. Il comprend 15 grands chapitres : les 14 premiers traitent de questions relatives aux 14 secteurs de fond considérés comme prioritaires pour le développement durable des petits pays insulaires en développement et le dernier concerne les modalités et les moyens de mise en oeuvre, de surveillance et d'évaluation du Programme.

46. La mise en oeuvre du Programme d'action est fondée sur le principe du partenariat aux niveaux national, régional et international. Au niveau national, il convient d'adopter des politiques et des mesures rationnelles sur le plan de l'économie et de l'environnement, d'établir un partenariat entre les gouvernements et les peuples qu'ils servent et de faire participer au processus de prise de décisions tous les groupes importants de la société. Au niveau régional, on y insiste sur les avantages des économies d'échelle et sur l'efficacité accrue que l'on peut attendre d'une coopération entre les petits pays insulaires en développement dans les domaines d'intérêt commun. Le Programme d'action reconnaît que les petits pays insulaires en développement ne pourront avancer sur la voie d'un développement durable que dans la mesure où leurs efforts aux niveaux national et régional seront complétés par une coopération internationale. Les organismes des Nations Unies sont appelés à jouer un rôle majeur à cet égard. Les grands domaines dans lesquels une coopération internationale paraît nécessaire sont les suivants : finances, mise en valeur des ressources humaines, renforcement des institutions, commerce international et écotechnologies.

47. La coopération économique entre pays en développement et l'intégration économique régionale sont devenues des éléments importants de la coopération internationale. Ces dernières années, la première a donné lieu à un certain nombre d'initiatives spécifiques en vue d'utiliser et d'exploiter les ressources naturelles partagées par deux ou plusieurs pays en développement. Après une période de déclin pendant les années 80, les associations de coopération ou d'intégration, régionales et sous-régionales, ont repris du dynamisme au début des années 90. La plupart des initiatives récentes visent à renforcer et à consolider l'intégration des marchés par la création de zones de libre-échange, d'unions douanières et de marchés communs. Des succès notables ont été enregistrés, surtout en Amérique latine.

48. L'Accord sur le système global de préférences commerciales entre pays en développement, considéré comme la pierre angulaire de la coopération économique entre pays en développement, a été conçu comme devant servir de cadre à l'échange de concessions commerciales entre pays en développement; il est entré en vigueur le 19 avril 1989 dans les 40 pays qui l'ont ratifié. En novembre 1991, les ministres des pays concernés ont achevé le deuxième cycle de négociations visant à faciliter le processus d'adhésion au système et à accélérer l'échange de concessions, et ils ont déclaré que les négociations

devraient en principe être achevées en juillet 1994 au plus tard. Ces processus d'intégration ont été appuyés par une assistance technique et financière. Les mécanismes de cette assistance spécifique doivent encore être améliorés si l'on veut inciter les donateurs à offrir une assistance suffisante.

49. On a poursuivi les travaux sur l'élaboration de régimes juridiques applicables aux activités des sociétés transnationales ainsi que l'examen des questions relatives aux investissements étrangers directs. Malgré tous les efforts déployés dans l'espoir de créer un cadre mondial équilibré pour les investissements étrangers directs, sous forme du projet de code de conduite des sociétés transnationales, un consensus n'a toujours pas été atteint après 15 ans de négociations. Une autre approche sera tentée : elle comprendra l'élaboration de directives et/ou de tout autre instrument international sur les investissements étrangers directs.

50. Le projet de code international de conduite pour le transfert de technologie n'a pas non plus été mené à son terme. Selon les conclusions qui se dégagent d'une étude récente¹¹, eu égard aux changements importants intervenus dans le domaine de la technologie depuis le début des négociations en 1978, il conviendrait, sans remettre en cause la pertinence et l'utilité du projet, de l'adapter pour tenir compte de ces changements. C'est pourquoi, en 1991, il a été convenu en principe de constituer un groupe d'experts intergouvernemental de la CNUCED pour préparer le terrain en vue d'une reprise des négociations. Les divergences de vues quant au traitement des pratiques restrictives dans les transactions sur le transfert de technologie et quant à la législation qui leur est applicable restent le principal obstacle à un accord complet. De nouveaux efforts devront être faits pour parvenir à un accord sur toutes les questions pendantes dans le projet de code.

51. Ces tendances reflètent un tableau contrasté de l'application de la Charte des droits et devoirs économiques des États pour ce qui est des groupes de pays et des activités sectorielles spécifiques. Compte tenu de l'évolution de la situation, quelques progrès ont été enregistrés mais il reste beaucoup à faire.

E. Développement progressif des principes et normes
du droit international relatifs aux relations
économiques internationales

52. À la suite de l'adoption de la Charte des droits et devoirs économiques des États en 1974, l'Assemblée générale a estimé que l'élaboration d'un ensemble de normes et de principes juridiques relatifs à la coopération économique internationale pourrait faciliter l'application de la Charte. Toutefois, le choix de la méthode à suivre pour identifier ces normes et principes a posé des problèmes. Afin de faciliter son travail, l'Assemblée a demandé au Secrétaire général d'étudier, en collaboration avec l'UNITAR et en concertation avec la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, les principes et les normes qui pourraient être incorporés dans un ou plusieurs instruments juridiques. Le Secrétaire général a soumis un rapport sur la question en 1980. Par la suite, l'Assemblée a demandé à l'UNITAR d'établir la liste des principes et normes du droit international, qui sont déjà en application ou qui se dégagent actuellement, relatifs au nouvel ordre économique international concernant les relations économiques entre les États, les

/...

organisations internationales et autres entités ressortissant du droit public international, ainsi qu'aux activités des sociétés transnationales, et de rédiger une étude analytique sur la base de cette liste. L'étude établie par l'UNITAR a été soumise par le Secrétaire général à l'Assemblée à sa trente-neuvième session en 1984.

53. Depuis 1984, l'Assemblée générale, lorsqu'elle a abordé cette question, s'est bornée le plus souvent à inviter les États Membres à présenter leurs vues sur les questions à l'étude afin de déterminer les mesures à prendre et les procédures à adopter pour l'examen du rapport établi par l'UNITAR. À sa quarante-sixième session, en 1991, l'Assemblée a décidé de créer à la quarante-huitième session, en 1993, un groupe de travail de la Sixième Commission (questions juridiques) chargé d'élaborer les principes et les normes en question. L'Assemblée a également prié le Secrétaire général de demander aux États Membres et aux organisations internationales compétentes de formuler des observations, notamment sur les principes qui, à leur avis, devraient être étudiés en priorité par le groupe de travail.

54. Le groupe de travail s'est réuni pendant la quarante-huitième session de l'Assemblée générale. Sur la base d'un rapport présenté oralement par le Président du groupe de travail et de la recommandation de la Sixième Commission, l'Assemblée a décidé de différer l'examen de cette question jusqu'à sa cinquante et unième session, en 1996, afin de donner aux États et aux organisations internationales le temps de réfléchir à une nouvelle approche éventuelle et d'examiner la possibilité d'établir un nouveau document qui servirait de base de discussion. La plupart des États Membres ont estimé que la possibilité de recentrer le sujet sur la coopération économique internationale et le développement devrait être envisagée.

55. Le développement progressif des principes et normes du droit international reste un sujet d'importance capitale mais fait encore l'objet de controverses. Il faudra s'efforcer d'éliminer les divergences de vues qui subsistent. Comme il a été proposé, l'accent devrait être mis sur les normes et principes du droit économique international qui intéressent le plus directement la coopération internationale pour le développement selon ce qu'exigent les intérêts et avantages mutuels.

56. La Charte des droits et devoirs économiques des États aborde également quelques-uns des grands principes qui sont énoncés dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer¹². En particulier, l'Article 29 de la Charte reconnaît le principe du patrimoine commun, qui est un fondement essentiel de la Convention. La Charte contient en outre deux des principes les plus importants de la Convention, à savoir la préservation et la protection de l'environnement (art. 30) et le transfert des techniques dans le cadre de la coopération scientifique et technologique internationale (art. 13). Les progrès réalisés grâce à la Convention sur le droit de la mer dans l'élaboration des dispositions pertinentes de la Charte sont analysés ci-après.

57. La Convention incorpore la Déclaration des principes régissant le fond des mers et des océans, ainsi que leur sous-sol, au-delà des limites de la juridiction nationale, adoptée par l'Assemblée générale le 17 décembre 1970, [résolution 2749 (XXV)], qui affirme le principe du patrimoine commun en

déclarant que le fond des mers et des océans, ainsi que leur sous-sol, au-delà des limites de la juridiction nationale, et les ressources de la zone sont le patrimoine commun de l'humanité et ne peuvent, par quelque moyen que ce soit, faire l'objet d'appropriation par des États ou des personnes. La Convention sur le droit de la mer donne effet légal au principe du patrimoine commun en faisant obligation à tous les États parties à la Convention de reconnaître que la zone internationale du fond des mers (la Zone) au-delà des limites de la juridiction nationale, et ses ressources sont le patrimoine commun de l'humanité (art. 136). La Convention déclare qu'il incombe aux États parties de veiller à ce que leurs activités menées dans la Zone du patrimoine commun le soient conformément aux dispositions de la Convention, aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et aux autres règles du droit international.

58. Pour ce qui est des ressources de la Zone, la Convention stipule que "les activités menées dans la Zone le sont dans l'intérêt de l'humanité tout entière, indépendamment de la situation géographique des États, qu'il s'agisse d'États côtiers ou sans littoral, et compte tenu particulièrement des intérêts et besoins des États en développement" (art. 140, par. 1). Elle stipule qu'"aucun État ne peut revendiquer ou exercer de souveraineté ou de droits souverains sur une partie quelconque de la Zone ou de ses ressources; aucun État ni aucune personne physique ou morale ne peut s'approprier une partie quelconque de la Zone ou de ses ressources (art. 137, par. 1). L'humanité tout entière, pour le compte de laquelle agit l'Autorité internationale des fonds marins, est investie par la Convention de tous les droits sur les ressources de la Zone. La Convention stipule en outre que ces ressources sont inaliénables et que les minéraux extraits de la Zone ne peuvent, quant à eux, être aliénés que conformément à ces dispositions de la Convention et aux règles, règlements et procédures de l'Autorité (art. 137, par. 2). La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer déclare que la Zone est ouverte "à l'utilisation à des fins exclusivement pacifiques par tous les États, qu'il s'agisse d'États côtiers ou sans littoral, sans discrimination" (art. 141).

59. Pour ce qui est du régime international, la Convention a créé l'Autorité internationale des fonds marins dont tous les États peuvent devenir membres ainsi que les organisations internationales et les autres entités qui satisfont aux critères spécifiés¹³. La Convention a été acceptée par l'immense majorité de la communauté internationale et signée par 159 États. Elle compte déjà 61 parties et entrera en vigueur le 16 novembre 1994. Toutefois, un certain nombre de pays, surtout parmi les pays industrialisés, ne sont pas devenus parties à la Convention en raison de difficultés qu'ils ont exprimées quant aux dispositions relatives à l'extraction minière dans les fonds marins, qui sont contenues dans la partie XI. Afin de donner à la Convention une base universelle, le Secrétaire général a organisé plusieurs cycles de consultations informelles sur les questions pendantes relatives aux dispositions de la Convention portant sur l'extraction minière dans les fonds marins profonds. On espère que ces consultations aboutiront à une conclusion satisfaisante dans un avenir proche.

60. La Convention établit en outre les principes et politiques de caractère général visant à prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin. Elle précise les droits et devoirs spécifiques des États qui souhaitent atteindre leurs objectifs écologiques. C'est au premier chef aux États qu'il

appartient de protéger et de préserver le milieu marin (art. 192). Les États sont tenus d'adopter des mesures pour prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin et de fournir à cet égard une assistance technique et scientifique aux pays en développement (art. 194 et 202).

61. La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer contient aussi un certain nombre de dispositions destinées à promouvoir le développement et à faciliter le transfert des techniques de la mer et à encourager la recherche scientifique marine. L'application de ces dispositions suppose l'établissement de protections adéquates pour ceux qui détiennent les droits considérés. À cette fin, la Convention stipule que les États favorisent le développement de la capacité, dans le domaine des sciences et techniques marines, de ceux d'entre eux qui ont besoin et demandent à bénéficier d'une assistance technique dans ce domaine, notamment les États en développement, en ce qui concerne l'exploration, l'exploitation, la conservation et la gestion des ressources de la mer, la protection et la préservation du milieu marin, la recherche scientifique marine et autres activités s'exerçant dans les milieux marins (art. 266). La Convention assortit cette obligation d'un appel aux États leur demandant de tenir dûment compte de tous les intérêts légitimes, ainsi que des droits et obligations des détenteurs, des fournisseurs et des acquéreurs de techniques marines (art. 267).

F. Désarmement et développement

62. À l'article 15 de la Charte des droits et devoirs économiques des États, l'Assemblée générale souligne la nécessité d'utiliser les ressources libérées par des mesures effectives de désarmement aux fins du développement économique et social des pays, en affectant une part substantielle de ces ressources en tant qu'apport supplémentaire, aux besoins de développement des pays en développement. La Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement, tenue en 1987, a donné à l'Organisation des Nations Unies un mandat dans ce domaine¹⁴. Les activités entreprises en application de ce mandat sont décrites dans les cinq rapports successifs que le Secrétaire général a présentés à l'Assemblée générale depuis 1989¹⁵.

63. L'Organisation des Nations Unies a actuellement un rôle à jouer en ce qui concerne les ajustements militaires et économiques dont doit faire l'objet le monde de l'après-guerre froide. Il semble qu'il sera amené à disposer d'une proportion de plus en plus importante des ressources consacrées jusqu'ici à des fins militaires. Les principales puissances militaires ont déjà commencé à réduire leurs dépenses militaires. Des catégories entières d'armements ont été détruites ou interdites à l'issue d'accords négociés. En outre, on a commencé à contester le bien-fondé même de la poursuite de l'accumulation d'armements. Le redéploiement, la réorientation et la reconversion des ressources militaires et matériels connexes à des fins non militaires se sont cependant avérés plus difficiles qu'on ne l'avait pensé. La situation varie d'un pays à l'autre, notamment du fait des différences en ce qui concerne la complexité technique des secteurs civil et militaire, la compression de la demande de biens civils et la situation économique générale. On s'accorde cependant à reconnaître que la transition de la guerre froide à l'après-guerre froide se trouvera facilitée si la situation économique mondiale est plus stable et plus dynamique¹⁶.

64. L'Organisation des Nations Unies est de plus en plus souvent appelée à apporter son concours à ce processus, directement en facilitant les ajustements économiques dans chaque État, et indirectement en analysant les questions macro-économiques et micro-économiques liées à cette reconversion et en accélérant le développement international. L'Organisation a pris quelques mesures en vue de s'adapter à la situation militaire et économique de l'après-guerre froide. Des dispositions particulières intersecrétariats et interorganisations ont été prises pour aborder dans leur ensemble les différents aspects de cette question importante, qui comporte des éléments politiques, militaires et économiques.

G. Élimination du colonialisme, de l'apartheid
et de la discrimination raciale

65. En proclamant au paragraphe 1 de l'article 16 de la Charte des droits et devoirs économiques des États que "tous les États ont le droit et le devoir, individuellement et collectivement, d'éliminer le colonialisme", l'Assemblée a, pourrait-on dire, réaffirmé des principes qui, depuis sa création, n'ont cessé de guider les activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la décolonisation. Pendant les cinq années considérées, l'Assemblée générale a confirmé que l'Organisation était résolue à s'acquitter de ses responsabilités à cet égard jusqu'à ce que les derniers vestiges du colonialisme aient disparu.

66. De même, l'idée exprimée au paragraphe 2 de l'article 16 de la Charte, à savoir qu'"aucun État n'a le droit de promouvoir ou d'encourager des investissements qui peuvent constituer un obstacle à la libération d'un territoire occupé par la force", a constamment été reprise dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Cependant, l'article 16 soulève et continue de soulever des controverses.

67. Au cours des cinq années considérées, l'un des principaux problèmes coloniaux – la question de Namibie – a été réglé. Durant la même période, le Conseil de sécurité a mis fin à l'Accord de tutelle pour ce qui est de trois ou quatre organismes comprenant le Territoire sous tutelle des Îles du Pacifique, rapprochant ainsi le processus de décolonisation de son terme. Par ailleurs, les mesures recommandées par l'Assemblée générale dans sa résolution 46/181 du 19 décembre 1991, par laquelle elle a adopté le plan d'action pour la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, devraient contribuer à éliminer complètement le colonialisme d'ici à l'an 2000, et ainsi donc, à répondre aux préoccupations de l'article 16.

68. Tout récemment, l'Organisation des Nations Unies a résolument appuyé les mesures importantes prises pour démanteler définitivement l'apartheid en Afrique du Sud. Les premières élections multipartites auxquelles ont participé toutes les races, tenues en avril 1994, ont permis de créer un gouvernement uni, démocratique et non racial en Afrique du Sud, qui a été mis en place le 10 mai 1994. À la suite de ces faits positifs évoqués en particulier dans une lettre datée du 18 mai 1994, adressée au Président du Conseil de sécurité par M. Nelson Mandela, Président de la République sud-africaine, le Conseil de sécurité a décidé, par sa résolution 919 (1994) du 25 mai 1994, de mettre fin immédiatement à l'embargo obligatoire sur les armes et aux autres restrictions décidées à l'encontre de l'Afrique du Sud¹⁷. À l'heure actuelle, il faut

d'urgence faciliter le processus de réintégration de l'Afrique du Sud à la communauté internationale, y compris au système des Nations Unies, ainsi qu'à l'économie mondiale.

69. Autre fait d'importance majeure touchant l'application des dispositions de l'article 16 de la Charte, les pourparlers de paix israélo-palestiniens ont abouti à la signature, en septembre 1993, à Washington, de la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie et, en mai 1994, au Caire, de l'accord complémentaire sur la bande de Gaza et Jéricho. Ces différents accords signés récemment marquent des progrès importants sur la voie d'un règlement global, juste et durable au Moyen-Orient, et du développement économique et social des territoires occupés. Dans le cadre de l'appui qu'elle fournit de longue date à ces initiatives, l'Organisation des Nations Unies s'efforce actuellement, par l'intermédiaire du Coordonnateur spécial, nommé par le Secrétaire général, d'améliorer l'acheminement et la coordination de l'assistance fournie par ses programmes et organismes aux Palestiniens des territoires occupés, sur la base d'une approche intégrée et unifiée.

IV. CONCLUSIONS

70. L'établissement et l'application de normes et de principes généralement acceptés régissant les relations économiques internationales est un processus progressif, qui nécessite des efforts assidus et une capacité d'adaptation constante à l'évolution de la situation. Les principes et normes juridiques de la Charte des droits et devoirs économiques des États ont été formulés en vue de définir les fondements juridiques d'un nouvel ordre économique international reposant sur l'intensification de l'interdépendance, l'importance croissante de l'approche multilatérale, les intérêts et les avantages mutuels ainsi que le partage des responsabilités. La Charte est ambitieuse dans sa conception et son champ d'application est vaste. Elle a été adoptée à l'initiative des pays en développement, qui ont estimé qu'il fallait restructurer les relations économiques sur la base d'une plus grande égalité et la reconnaissance de leurs besoins particuliers. Cette approche a donné lieu à des controverses, et la Charte a été adoptée à l'issue d'un vote dont le résultat a montré que les États restaient divisés sur la question. Certains des principes qui y sont énoncés continuent de prêter à controverse, mais un grand nombre de ses dispositions rencontrent l'assentiment général, sans que nul n'y voie à redire. Il ne fait aucun doute qu'il faut adapter le cadre de base à l'évolution des circonstances et des idées, mais, en règle générale, les objectifs et principes de la Charte n'ont rien perdu de leur validité.

71. L'attachement à la coopération et au partenariat pour le développement, qui se manifeste de diverses manières depuis quelques années, est une preuve éclatante du bien-fondé des principes fondamentaux énoncés dans la Charte des droits et devoirs économiques des États. On en trouve l'illustration dans plusieurs documents, et spécialement dans la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement; la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement; la Déclaration sur le droit au développement (résolution 41/128 de l'Assemblée générale, du 4 décembre 1986, annexe); le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90; le

/...

Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés; l'Engagement de Carthagène; Action 21 et la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement; et la conclusion positive des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay. Ces documents de base complètent en quelque sorte les objectifs et principes énoncés dans la Charte des droits et devoirs économiques des États et constituent un cadre d'ensemble pour la coopération économique internationale dans les années 90. Ils ont tous essentiellement pour objectif d'intégrer les pays en développement et les pays dont l'économie est en transition à l'économie mondiale et aux régimes économiques internationaux existants.

72. On peut considérer à juste titre les progrès accomplis en ce qui concerne la réalisation d'un consensus sur certains principes de base de la coopération économique internationale comme une étape vers une adaptation et une application plus poussées de la Charte des droits et devoirs économiques des États. Il s'agit notamment d'adapter certains principes et normes au développement progressif de nouveaux modèles et idées. À cet égard, on se préoccupe de plus en plus des questions suivantes : instauration de politiques économiques nationales viables; nécessité de procéder à des ajustements structurels; importance de la mise en valeur des ressources humaines; prise en compte d'un développement écologiquement respectueux de l'avenir; tendance accrue à recourir aux mécanismes du marché et aux politiques de libéralisation des échanges; rôle des investissements étrangers directs dans le développement; et nécessité de promouvoir un environnement économique international favorable.

73. En dépit des progrès enregistrés dans l'établissement de relations économiques internationales fondées sur des principes et normes convenus, il faudra poursuivre les efforts de manière que les intérêts légitimes de tous les acteurs sur la scène économique internationale soient dûment pris en considération et que des solutions nouvelles soient trouvées pour remédier aux inégalités qui subsistent ainsi que pour faire face aux nouveaux problèmes liés à la mondialisation croissante des activités économiques. Il faudra en particulier déployer de nouveaux efforts pour faciliter la circulation des flux financiers de toute nature, améliorer l'accès aux marchés des exportations des pays en développement et des pays à économie en transition, aider les pays en développement à réformer leurs structures et à diversifier leurs exportations, améliorer le transfert de technologie au niveau international et répondre aux besoins spécifiques des pays les moins avancés.

74. Il faudra poursuivre le développement progressif de normes et de cadres juridiques pour conférer une base juridique appropriée aux nouveaux systèmes de relations économiques internationales. Les mesures prises en faveur du désarmement et la réduction des dépenses militaires, qui ont suivi la fin de la guerre froide et de la division idéologique, ne se sont pas encore traduites par la conclusion d'accords concrets permettant d'utiliser les ressources ainsi libérées pour promouvoir le développement économique et social, et en particulier l'aide au développement.

75. L'intensification de l'interdépendance et les approches multilatérales fondées sur les avantages mutuels et le partage des responsabilités qu'elle appelle ont trouvé, au moins en partie, un écho dans les dispositions prises à l'échelon international. En règle générale, les objectifs et principes

fondamentaux énoncés dans la Charte des droits et devoirs économiques des États ont démontré leur pertinence et leur utilité. Il n'en demeure pas moins nécessaire d'envisager de nouveaux modèles de développement de manière à faire de la Charte un instrument de mieux en mieux apte à répondre au changement.

Notes

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Supplément No 52 (A/40/52).

² Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatifs), vol. I, Résolutions adoptées par la Conférence.

³ Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, An Analysis of the Proposed Uruguay Round Agreement, with Particular Emphasis on Aspects of Interest to Developing Countries (MTN.TNC/w/122, MTN.GNG/w/30 et corrigendum), novembre 1993.

⁴ "Un nouveau partenariat pour le développement : l'Engagement de Carthagène"; voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, huitième session, Rapport et annexes (TD/364/Rev.1) (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.II.D.5), première partie, sect. A.

⁵ Pour plus de détails, voir La situation économique et sociale dans le monde, 1994 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.94.II.C.1), chap. IV.

⁶ L'Afrique du Sud n'est évidemment pas un pays exportateur de pétrole, mais, jusqu'en 1993, la politique adoptée au plan international, dans le cadre de la lutte mondiale contre l'apartheid, consistait en fait à tenter de susciter des transferts négatifs vers ce pays (voir La situation économique et sociale dans le monde, 1994..., encadré IV.1).

⁷ Pour plus de détails sur les flux, voir La situation économique et sociale dans le monde, 1994...

⁸ Voir Banque mondiale, World Debt Tables, 1993/94 (Washington, D. C., décembre 1993), vol. I, p. 40.

⁹ La Banque mondiale, dans sa publication annuelle, World Debt Tables, 1992/93 (Washington, D. C., décembre 1992), p. 7 à 10, a identifié les pays à faible revenu lourdement endettés qui continueraient de supporter un fardeau insoutenable, même si leur dette à l'égard des membres du Club de Paris était rééchelonnée suivant les "Conditions de la Trinité" et si toutes leurs dettes d'ADP étaient annulées.

¹⁰ Rapport de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, Paris, 3-14 septembre 1990 (A/CONF.147/18), première partie.

¹¹ TD/CODE/TOT/55.

¹² Documents officiels de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, vol. XVII (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.84.V.3), document A/CONF.62/122.

¹³ Les États parties à la Convention sont ipso facto membres de l'Autorité selon l'article 156 de la Convention.

¹⁴ Voir résolutions 42/45 et 43/75 B de l'Assemblée générale.

¹⁵ A/44/449, A/45/592, A/46/527, A/47/452 et A/48/400.

¹⁶ Voir Étude sur l'économie mondiale 1992 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.92.II.C.1 et rectificatifs), chap. VI.

¹⁷ S/1994/606.

ANNEXE

Résumé des réponses des États Membres

1. Conformément à la résolution 44/170 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1989, le Secrétaire général a adressé, le 25 mars 1994, une note verbale aux représentants permanents de tous les États Membres, les priant de lui communiquer des informations concernant les initiatives et mesures concrètes prises en vue d'appliquer pleinement la Charte des droits et devoirs économiques des États depuis le dernier examen de 1989. Au 1er juin 1994, quatre pays – l'Iraq, le Japon, la Jordanie et Monaco – avaient répondu à la note verbale. On trouvera ci-après un résumé des principaux éléments de leurs réponses.

Iraq

2. L'Iraq indique avoir participé activement à l'élaboration de la Charte des droits et devoirs économiques des États ainsi qu'aux initiatives prises ultérieurement en vue d'en appliquer les dispositions. Il souligne l'importance du paragraphe 2 de la résolution 44/170 de l'Assemblée générale, dans lequel est réaffirmé le droit de chaque pays d'adopter, sans ingérence extérieure, le système économique et social qu'il juge le plus approprié à son propre développement. Il se déclare en outre convaincu que : a) les pays en développement doivent pouvoir exercer pleinement et effectivement leur droit de souveraineté sur leurs ressources naturelles et leurs activités économiques; b) les termes de l'échange doivent être améliorés, de manière que soit préservé le pouvoir d'achat des recettes d'exportation des pays en développement; c) les pays fortement industrialisés devraient maîtriser l'inflation et veiller à ce qu'elle ne gagne pas les pays en développement; d) les barrières douanières et autres obstacles aux exportations des pays en développement devraient être éliminés; e) le système monétaire international devrait être réformé et les pays en développement devraient recevoir une assistance technique et financière.

Japon

3. Le Gouvernement japonais déclare que la Charte des droits et devoirs économiques des États contient des contradictions internes. Alors que la Charte reconnaît la souveraineté permanente de l'État sur ses ressources naturelles et son droit souverain d'exproprier des biens étrangers, elle ne prévoit aucune limitation à la pratique de l'expropriation arbitraire ou discriminatoire des investissements étrangers et ne donne aucune justification d'une telle pratique en vertu du droit international. Le Japon estime qu'il convient d'interrompre ou de reporter l'examen de l'application de la Charte. Le Japon se félicite de l'adoption par l'Assemblée générale, le 21 décembre 1993, de la résolution 48/165 intitulée "Relance du dialogue sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat", et espère que les objectifs de cette résolution seront réalisés.

Jordanie

4. La Jordanie présente trois rapports sur ses difficultés économiques et les mesures à prendre pour relancer sa croissance économique et son développement. Le premier rapport, intitulé "Jordanie : développement économique et

/...

ajustement", décrit les principales caractéristiques du programme d'ajustement structurel mis en route en 1989, analyse les tendances de l'économie en 1992-1993 et présente le plan de développement économique et social pour la période 1993-1997. Le plan comprend un exposé des principaux objectifs et des principes de base, ainsi qu'une description des politiques budgétaires, monétaires, sociales et autres politiques sectorielles du Gouvernement jordanien. Par ailleurs, la réponse de la Jordanie comprend deux mémorandums du Ministère jordanien des finances : un "Mémorandum économique" daté de septembre 1993; et un "Mémorandum sur l'économie jordanienne et l'application des sanctions des Nations Unies à la suite de la crise du Golfe" daté de janvier 1994. Le dernier document, qui avait été adressé au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït, expose en détail les pertes subies par la Jordanie en raison de la crise du Golfe, y compris le coût, estimé à 9 milliards de dollars au total, de l'application des sanctions imposées contre l'Iraq. Dans le troisième document, intitulé "Programme d'ajustement à moyen terme de la Jordanie, en coopération avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale", le Gouvernement jordanien décrit les progrès réalisés en 1992-1993 en matière de relance de la croissance et de réduction des déséquilibres macro-économiques, tout en mettant l'accent sur les principaux problèmes auxquels se heurte toujours le pays, à savoir le chômage, la pauvreté et l'endettement excessif. On y souligne que la Jordanie est résolue à accélérer ses réformes structurelles et à poursuivre son programme d'ajustement macro-économique, moyennant l'apport indispensable de ressources financières extérieures adéquates.

Monaco

5. La Principauté de Monaco indique qu'à la suite de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, elle a développé, essentiellement au niveau bilatéral, sa coopération avec les pays en développement et les pays à économie en transition dans les secteurs de la protection de l'environnement et de la mise en valeur des ressources pour le développement. Le rapport donne des exemples concrets de cette coopération. Monaco a récemment lancé les deux projets suivants : a) surveillance de la qualité de l'environnement en Tunisie (étude de l'environnement marin dans le Parc national de Zembra et analyse de la qualité de l'eau purifiée aux fins de réutilisation dans l'agriculture); et b) étude de faisabilité concernant une usine de traitement des ordures ménagères dans la région du Chouf au Liban (transformation en biomasse). Dans le cadre d'un accord avec la Bulgarie, un troisième projet porte sur le financement d'une étude relative à un plan de gestion et de mise en valeur de la zone côtière située à l'embouchure des fleuves Veleka et Rezovska, près de la frontière turque. Compte tenu des conclusions de l'étude, Monaco envisage de financer le développement d'infrastructures qui favoriseraient la recherche scientifique et le "tourisme écologique" dans la région. Monaco réaffirme son attachement à la coopération internationale pour le développement durable dans le bassin méditerranéen et dans la région de la mer Noire.
